

Overwegende dat alle voorafgaande vereiste formaliteiten werden gedaan;  
Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;  
Na beraadslaging,  
Besluit :

**Artikel 1.** De Regering van de Franse Gemeenschap keurt het voorstel tot overdracht van het lange type van de technische categorie van de Haute Ecole de Vinci naar de Haute Ecole "Groupe ICHEC-ISC Saint-Louis – IFCSC", goed.

**Art. 2.** De nieuwe Haute Ecole "ICHEC – ECAM – IFCSC", aldus samengesteld, bepaalt haar maatschappelijke zetel Boulevard Brand Whitlock 6, te Sint-Pieters-Woluwe (1150 Brussel).

**Art. 3.** De Haute Ecole "ICHEC – ECAM – IFCSC" is ertoe gemachtigd de cursussen te organiseren waarvoor de Haute Ecole de Vinci gemachtigd wordt voor het lange type van de technische categorie overeenkomstig de bijlagen bij het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, vanaf het academiejaar 2019–2020.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking vanaf het begin van het academiejaar 2019–2020.

**Art. 5.** De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 1 maart 2019.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/41870]

### 24 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification de divers arrêtés du Gouvernement de la Communauté française en matière d'engagement contractuel, de mandat, de congés et absences et de télétravail dans le cadre de la réforme de l'ETNIC

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 25 octobre 2018 portant création de l'Entreprise publique des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 février 2004 octroyant une allocation pour les prestations effectuées en dehors des heures normales de travail à certains membres du personnel du Ministère de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Secteur XVII ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 relatif au télétravail ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 février 2019 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 1<sup>er</sup> mars 2019 ;

Vu le protocole n°506 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 11 mars 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 2019 ;

Vu l'avis du Comité de direction de l'Entreprise des technologies numériques de l'Information et de la Communication, donné le 27 mars 2019 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'Etat le 19 mars 2019 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le « test genre » établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 février 2004 octroyant une allocation pour les prestations effectuées en dehors des heures normales de travail à certains membres du personnel du Ministère de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Secteur XVII, les mots « de l'Entreprise des Technologies nouvelles de l'Informatique et de la Communication de la Communauté française » sont remplacés par les mots « de l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'information et de la communication de la Communauté française ».

**Art. 2.** A l'article 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII, les mots « L'Entreprise des Technologies nouvelles, de l'Informatique et de la Communication de la Communauté française » sont supprimés.

**Art. 3.** A l'article 2, 3°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII, les mots « pour le fonctionnaire dirigeant de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, le Président du Conseil d'administration » sont remplacés par les mots « pour le fonctionnaire dirigeant de l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française, le Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions ».

**Art. 4.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 20bis rédigé comme suit :

« Art. 20bis. § 1<sup>er</sup>. Un contrat d'administration est établi pour l'ETNIC.

Le contrat d'administration incluant une planification stratégique à cinq ans comprend au minimum :

- 1° une description des missions ;
- 2° une analyse de l'environnement et des principaux acteurs ;
- 3° les objectifs stratégiques et opérationnels ;
- 4° les projets stratégiques ;
- 5° l'affectation des moyens budgétaires et des ressources logistiques et liées aux technologies de l'information et de la communication ;
- 6° le plan de personnel et l'organigramme ;
- 7° les modalités de fonctionnement entre le Gouvernement et l'ETNIC ;
- 8° les modalités de communication externe.

§ 2. Le projet de contrat d'administration est établi par le Comité de direction de l'ETNIC.

Le comité de direction de l'ETNIC s'appuie sur le vade-mecum adopté par le Gouvernement pour rédiger le contrat d'administration.

Ce projet de contrat est soumis au Ministre fonctionnellement compétent pour concertation et approbation dans les 3 mois de sa réception.

§ 3. Dans les six mois de la désignation des mandataires, le Ministre fonctionnellement compétent transmet le projet de contrat d'administration au Gouvernement.

Le Gouvernement et le comité de direction de l'ETNIC négocient le projet de contrat d'administration.

Le contrat est conclu dans les quatre mois de l'envoi du projet au Gouvernement.

En cas de désaccord entre le Comité de direction de l'ETNIC et le Gouvernement à l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, le Gouvernement adopte définitivement le contrat d'administration.

§ 4. Chaque année, après le vote du budget par le Parlement, le comité de direction de l'ETNIC transmet un rapport de suivi du contrat d'administration au Gouvernement par l'intermédiaire du Ministre fonctionnellement compétent.

Le rapport visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, présente :

- 1° l'évolution de l'atteinte des objectifs et des projets stratégiques ;
- 2° les nouveaux risques identifiés par rapport à la mise en œuvre du contrat ;
- 3° les propositions de modification du contrat d'administration.

Le rapport visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, assure la cohérence entre le contenu du contrat d'administration et le budget voté pour l'année.

§ 5. Le Gouvernement et le comité de direction de l'ETNIC, à la demande d'une des parties, peuvent modifier le contrat d'administration selon les modalités prévues au paragraphe 3. Dans ce cas, le délai de quatre mois est réduit à un mois.

Un délai minimum de six mois s'écoule entre deux modifications.

§ 6. A la demande du Gouvernement ou du Comité de direction de l'ETNIC, le contrat d'administration peut être modifié avant l'échéance du délai de six mois visé au paragraphe 5 en cas d'urgence, spécialement motivée et dont la survenance n'était pas prévisible lors de la conclusion ou de la précédente modification du contrat d'administration.

Cette modification intervient selon les modalités décrites au paragraphe 3. Dans ce cas, le délais de quatre mois est réduit à 15 jours.

§ 7. Le contrat d'administration prend fin par la conclusion d'un nouveau contrat d'administration conformément au paragraphe 3.

Au plus tard six mois avant l'expiration du contrat d'administration, le Ministre fonctionnellement compétent, sur proposition du comité de direction de l'ETNIC, soumet au Gouvernement l'évaluation du contrat et de sa mise en œuvre ainsi que des recommandations pour l'établissement du prochain contrat. ».

**Art. 5.** A l'article 21, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même arrêté, les mots « A et de la catégorie » sont insérés entre les mots « catégorie » et « B ».

**Art. 6.** A l'article 32, alinéa 3, du même arrêté, les mots « A et de la catégorie » sont insérés entre les mots « catégorie » et « B ».

À l'article 32, alinéa 3, du même arrêté, les mots « ou d'administration » sont insérés entre les mots « gestion » et « dont ».

**Art. 7.** A l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du comité de secteur XVII, les mots « article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la

Communication de la Communauté française (ETNIC) », sont remplacés par « article 8 du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) ».

**Art. 8.** A l'article 2, 5°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 relatif au télétravail, les mots « le Comité de direction de l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française, tel que défini à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française ou » sont insérés entre les mots « le cas échéant, » et « l'organe ».

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2019.

**Art. 10.** Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 24 avril 2019.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/41870]

**24 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van diverse besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende contractuele verplichtingen, mandaat, verlof en afwezigheid en telewerk in het kader van de hervorming van ETNIC**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 tot oprichting van de Entreprise publique des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 februari 2004 houdende toekenning van een vergoeding voor diensten die buiten de normale werkuren worden verleend aan bepaalde personeelsleden van het ministerie van de Franse Gemeenschap, de Conseil supérieur de l'Audiovisuel en de instellingen van openbaar nut van Sector XVII;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende het verlof en de afwezigheid van werknemers van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Conseil supérieur de l'Audiovisuel en de organisaties van openbaar belang die ressorteren onder het Sectorcomité XVII;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een systeem van mandaten voor ambtenaren ten dienste van de Regering van de Franse Gemeenschap en instellingen van openbaar belang die ressorteren onder het Sectorcomité XVII;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de arbeidsvoorwaarden en de administratieve en financiële situatie van contractuele personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Conseil supérieur de l'Audiovisuel en de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Sectorcomité XVII;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 november 2017 betreffende telewerk;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 19 februari 2019;

Gelet op het akkoord van de minister van Ambtenarenzaken van 1 maart 2019;

Gelet op Protocol nr. 506 van het Onderhandelingscomité voor sector XVII, gesloten op 11 maart 2019;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting van 13 maart 2019;

Gelet op het advies van het Directiecomité van ETNIC, uitgebracht op 27 maart 2019;

Gelet op het verzoek om advies binnen 30 dagen dat op 19 maart 2019 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten betreffende de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, aan de Raad van State is gericht;

Gelet op het feit dat het advies niet binnen deze termijn is meegedeeld;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de "gendertest" uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, § 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleid van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 8, lid 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 februari 2004 waarbij aan bepaalde personeelsleden van het ministerie van de Franse Gemeenschap, de Conseil supérieur de l'Audiovisuel en de instellingen van openbaar nut van sector XVII een vergoeding wordt toegekend voor diensten die buiten de normale werkuren worden verleend, worden de woorden "de l'Entreprise des Technologies nouvelles de l'Informatique et de la Communication de la Communauté française" vervangen door de woorden "de l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'information et de la communication de la Communauté française".

**Art. 2.** In artikel 2, 2°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende het verlof en de afwezigheid van ambtenaren van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Conseil supérieur de l'Audiovisuel en de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder Sectorcomité XVII, worden de woorden "l'Entreprise des Technologies nouvelles, de l'Informatique et de la Communication de la Communauté française" geschrapt.

**Art. 3.** Artikel 2, 3°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een stelsel van mandaten voor ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder Sectorcomité XVII, worden de woorden " voor de leidend ambtenaar van ETNIC, de voorzitter van de raad van bestuur " vervangen door "voor de hoge ambtenaar van ETNIC, de minister belast met de administratieve informatica in zijn of haar bevoegdheden"

**Art. 4.** In hetzelfde besluit wordt een artikel *20bis* ingevoegd dat als volgt luidt:

« Art. *20bis*. § 1. Er wordt een beheersovereenkomst opgesteld voor ETNIC.

De beheersovereenkomst, met inbegrip van een strategische planning voor vijf jaar, omvat ten minste de volgende elementen:

1° een omschrijving van de opdrachten;

2° een analyse van de omgeving en de belangrijkste actoren;

3° strategische en operationele doelstellingen;

4° strategische projecten;

5° de toewijzing van budgettaire en logistieke middelen en middelen in verband met informatie- en communicatietechnologieën;

6° personeelsplan en organigram;

7° de werkingsmodaliteiten tussen de overheid en ETNIC;

8° de modaliteiten voor externe communicatie;

§ 2. Het ontwerp van beheersovereenkomst wordt opgesteld door het Directiecomité van ETNIC.

Het Directiecomité van ETNIC baseert zich op het door de Regering goedgekeurde vademecum voor het opstellen van de beheersovereenkomst.

Deze ontwerpbeheersovereenkomst wordt binnen drie maanden na ontvangst ter raadpleging en goedkeuring voorgelegd aan de bevoegde minister.

§ 3. Binnen zes maanden na de benoeming van de mandatarissen stuurt de bevoegde minister het ontwerp van de ontwerpbeheersovereenkomst aan de Regering.

De Regering en het Directiecomité van ETNIC onderhandelen over de ontwerpbeheersovereenkomst.

De overeenkomst wordt gesloten binnen vier maanden na verzending van het ontwerp aan de Regering.

Indien het Directiecomité van ETNIC en de Regering aan het einde van de in het vorige lid bedoelde periode geen overeenstemming bereiken, stelt de Regering de beheersovereenkomst definitief vast.

§ 4. Elk jaar, na goedkeuring van de begroting door het parlement, legt het Directiecomité van ETNIC via de bevoegde minister aan de Regering een follow-upverslag voor over de beheersovereenkomst.

Het in lid 1 bedoeld verslag stelt het volgende voor:

1° de vordering bij de verwezenlijking van de strategische doelstellingen en projecten;

2° de nieuwe risico's die zijn vastgesteld in verband met de uitvoering van de overeenkomst;

3° voorstellen tot wijziging van de beheersovereenkomst.

Het in de eerste alinea bedoelde verslag zorgt voor de samenhang tussen de inhoud van de beheersovereenkomst en de voor het jaar goedgekeurde begroting.

§ 5. De Regering en het Directiecomité van ETNIC kunnen op verzoek van een van de partijen de beheersovereenkomst wijzigen overeenkomstig de in lid 3 vermelde procedures. In dit geval wordt de periode van vier maanden teruggebracht tot één maand.

Tussen twee wijzigingen liggen minimaal zes maanden.

§ 6. Op aanvraag van de Regering of het Directiecomité van ETNIC kan de beheersovereenkomst vóór het verstrijken van de in lid 5 bedoelde periode van zes maanden worden gewijzigd in specifiek gemotiveerde dringende gevallen die ten tijde van de sluiting of vorige wijziging van de beheersovereenkomst niet te voorzien waren.

Deze wijziging wordt aangebracht overeenkomstig de in lid 3 beschreven procedures. In dit geval wordt de termijn van vier maanden verkort tot 15 dagen.

§ 7. De beheersovereenkomst eindigt met de sluiting van een nieuwe beheersovereenkomst overeenkomstig lid 3.

Uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van de beheersovereenkomst legt de bevoegde minister, op voorstel van het Directiecomité van ETNIC, aan de overheid een evaluatie van de overeenkomst en de uitvoering ervan voor, alsmede aanbevelingen voor de vaststelling van de volgende overeenkomst.

**Art. 5.** In artikel 21, paragraaf 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « A en van categorie » gevoegd tussen de woorden « categorie » en « B ».

**Art. 6.** In artikel 32, lid 3, van hetzelfde besluit, worden de woorden « A en van categorie » gevoegd tussen de woorden « categorie » en « B ».

In artikel 32, lid 3, van hetzelfde besluit worden de woorden « of van de administratie » gevoegd tussen de woorden « beheer » en « waarvan ».

**Art. 7.** In artikel 4, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de arbeidsvoorwaarden en de administratieve en financiële situatie van de contractuele personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Conseil supérieur de l'Audiovisuel en de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder de bevoegdheid van Sectorcomité XVII vallen, worden de woorden « artikel 11, § 1, lid 2, van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de oprichting van ETNIC », vervangen door « artikel 8 van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende ETNIC ».

**Art. 8.** In artikel 2, 5°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 november 2017 betreffende het telewerken, worden de woorden « het Directiecomité van ETNIC, zoals bepaald in artikel 10 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 dat het administratief- en vergoedingsstatuut vastlegt van het personeel van ETNIC of » gevoegd tussen de woorden « desgevallend » en « het orgaan ».

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2019.

**Art. 10.** De minister die voor ambtenarenzaken bevoegd is, is belast de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 24 april 2019.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en de Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

---

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/13968]

### 22 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la création de plusieurs établissements d'enseignement secondaire ordinaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire;

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 août 2016 relatif à la demande d'admission aux subventions des établissements scolaires;

Vu l'avis du Conseil général de Concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire du 21 février 2019;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 avril 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mai 2019;

Sur proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'école secondaire « La Plume », située à Molenbeek-saint-Jean, et dont le pouvoir organisateur est l'ASBL « ECIB – Enseignement confessionnel islamique en Belgique » est admise aux subventions à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019.

**Art. 2.** L'école secondaire « La maison des Phénix », située à Brugelette, et dont le pouvoir organisateur est l'ASBL « Ecole secondaire active de Brugelette » est admise aux subventions à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019.

**Art. 3.** L'école secondaire « DOA Koekelberg », située à Bruxelles (Koekelberg), et dont le pouvoir organisateur est la commune de Koekelberg est admise aux subventions à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2020.

**Art. 4.** L'école secondaire « ENOVA », située à Attert et dont le pouvoir organisateur est la commune d'Attert, est admise aux subventions à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2020.

**Art. 5.** L'école secondaire « La Cité – Ecole vivante », située à Liège, et dont le pouvoir organisateur est l'ASBL « Pouvoir organisateur mixte (POM) - LCEV » (pouvoir organisateur mixte) est admise aux subventions à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2020.

L'admission aux subventions de l'école secondaire « La Cité – Ecole vivante » est conditionnée au dépôt au *Moniteur belge* des statuts du pouvoir organisateur mixte pour le 1<sup>er</sup> janvier 2020 au plus tard.

**Art. 6.** L'école secondaire « Ecole secondaire à pédagogie active », située à Estaimpuis, et dont le pouvoir organisateur est la Commune d'Estaimpuis est admise aux subventions à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2020.

**Art. 7.** L'école secondaire « DOA Biestebroek », située à Anderlecht, et dont le pouvoir organisateur est la Commune d'Anderlecht est admise aux subventions à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2022.

**Art. 8.** Un emploi de directeur d'école secondaire et un emploi d'économiste sont créés dans les écoles visées aux articles 1 à 7, à la date de leur admission aux subventions.

Par dérogation à l'alinéa précédent et aux articles 1 à 7, un emploi de directeur peut être créé à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile de l'admission aux subventions ou ultérieurement, en vertu de l'article 27, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

**Art. 9.** Le calcul de l'encadrement des écoles visées aux articles 1 à 7 est conforme aux dispositions de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire.

**Art. 10.** La durée pour atteindre la norme de rationalisation prévue à l'article 6, § 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice est fixée à quatre ans pour les établissements mentionnés aux articles 3 et 7, huit ans pour les établissements mentionnés aux articles 1, 2, 4, 5 et 6.

**Art. 11.** Dès l'entrée en vigueur du présent arrêté, un numéro FASE est créé pour les établissements visés aux articles 1 à 7.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour sa signature.